

# Onzième dialogue stratégique sino- européen

*en partenariat avec le CICIR (Chinese Institute of  
Contemporary International relations)*

mémo  
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2015-2016  
10 juillet 2015 - Ecole militaire



## Liste des participants

<b>Myriam Benraad</b>	Chercheure associée au CERI-Sciences Po
<b>Jean-Pierre Cabestan</b>	Chercheur associé à Asia Centre et directeur du Département de science politique et d'études internationales à l'Université Baptiste de Hong Kong
<b>Frédéric Charillon</b>	Directeur de l'IRSEM
<b>Jean-Yves Colin</b>	Asia Centre
<b>Jean-François Di Meglio</b>	Président d'Asia Centre
<b>Feng Zhongping</b>	Vice-président du CICIR ; directeur de l'Institut d'Etudes européennes
<b>Frédéric Grare</b>	Chercheur associé et directeur du Programme Asie du Sud à la Carnegie Endowment for International Peace
<b>Huang Jing</b>	Chercheur au CICIR, Institut d'études européennes
<b>Marc Julienne</b>	Chercheur à Asia Centre
<b>Li Wei</b>	Directeur du Centre d'études du contre-terrorisme CICIR
<b>Jean-Luc Racine</b>	Vice-président d'Asia Centre ;
<b>Nicolas Régaud</b>	Conseiller spécial du Directeur général de la DGRIS
<b>Justin Vaïsse</b>	Directeur du CAPS.
<b>Ye Qing</b>	Directeur du Centre d'Etudes de l'Asie occidentale et de l'Afrique, Shanghai Institute for International Studies
<b>Zhou Tanhao</b>	Chercheur au CICIR, Institut d'études européennes



## **Introduction de la séance**

Après les discours inauguraux de M. Di Meglio et M. Feng, Nicolas Régaud est revenu sur la crise d'identité dont souffre l'Europe actuellement, une question profondément politique selon lui. Les défis régionaux dans la périphérie européenne, le degré de solidarité attendu au sein de la zone euro, le lien potentiellement négatif entre nationalisme et développement économique, l'impact éventuel de la chute de la bourse chinoise, posent tous la question du lien entre prospérité et sécurité. Rappelant que l'environnement stratégique de l'Europe est plus instable que jamais du fait de l'annexion brutale de la Crimée par la Russie, mais aussi par l'accroissement des risques terroristes, l'implication forte de la France a été rappelée tant en Europe qu'en Asie. En effet, la France est particulièrement attentive à l'ascension chinoise et à sa stratégie mondiale.



## **Panel 1 : Les relations sino-européennes**

Dans ses remarques préliminaires, Frédéric Charillon est revenu sur la centralité de l'Asie tout en la relativisant. Premièrement, chaque région confrontée à des événements déstabilisants devient centrale. Deuxièmement, il est difficile de parler d'émergence alors que la Chine a été une grande puissance durant des siècles.

Feng Zhongping a commencé sa présentation en rappelant les deux principaux débats au sein du monde politique et de la recherche en Chine. Le premier porte sur la façon de gérer le problème posé par Daesh et la crainte d'une nouvelle série d'attaques terroristes type 9/11. Le second et le plus important est ce qu'il appelle la « théorie de la nouvelle guerre froide » alors que les relations entre les États-Unis/l'Europe et la Russie se détériorent tout comme les relations entre les États-Unis et la Chine. Les tensions semblent ainsi être au plus haut depuis la fin de la guerre froide et se pose donc la question d'un retour vers « l'ancienne normalité » de la guerre froide. Sans commenter en détail les relations entre Washington et Moscou, il balaye l'argument concernant les relations sino-américaines estimant que le concept de nouvelle guerre froide est bien trop exagéré. Selon lui, les relations bilatérales sino-américaines ne sont en rien comparables à celle entre les États-Unis et l'URSS du fait notamment d'une forte interdépendance économique, de la nécessité d'une coopération sur de nombreux sujets internationaux, mais aussi de l'absence d'une volonté d'exportation du modèle chinois ce qui permet d'éviter tout conflit idéologique.

Abordant ensuite les relations sino-européennes, Feng présente la Chine et l'Union Européenne comme des partenaires solides du fait d'une coopération continue et approfondie. Si 2015 permet de célébrer le quarantième anniversaire des relations diplomatiques

entre Bruxelles et Pékin, les relations sont encore plus anciennes. L'interdépendance entre les deux entités est forte et alors que l'UE pensait auparavant que la Chine avait plus besoin d'elle que l'inverse, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La Chine est le plus grand marché pour l'UE et son second partenaire, l'UE est le premier partenaire commercial de la Chine. Depuis la crise financière de 2007/2008, la Chine a accru ses investissements de façon très rapide en Europe. Les Européens ont investi plus d'une centaine de milliards en plusieurs décennies alors que la Chine a investi 50 milliards en Europe en un seul lustre. La récente visite du Premier ministre Li Keqiang démontre également la forte volonté de coopération bilatérale. Son idée principale est de lier le plan Juncker Europe-Chine 2020 avec l'initiative OBOR. La Chine est donc non seulement intéressée par le fait de réaliser des investissements conjoints, mais aussi à coopérer avec la France pour gagner des marchés à l'étranger, notamment en Afrique.

Zhou Tanhao a réalisé une présentation générale sur les relations entre la Chine et la France. La relation bilatérale est particulière pour la Chine et a été l'une des premières dans le monde occidental. Il présente avant tout la France comme une puissance normative sans toutefois évoquer les conséquences en matière d'influence potentielle sur la Chine. Il a également insisté sur la nécessité d'accroître les échanges de personnes.

Jean-Pierre Cabestan a insisté sur les perceptions européennes de la diplomatie du Président Xi Jinping. Aujourd'hui, la Chine hésite moins à affirmer sa puissance, elle prend plus de risques avec ses voisins maritimes mais prend aussi plus d'initiatives (OBOR, AIIB). Les relations sino-européennes sont denses mais il convient de différencier deux niveaux : Chine/UE et Chine/États membres. De plus, certains pays ont plus d'importance que d'autres comme le Royaume Uni, l'Allemagne et la France alors que Berlin n'a pas été mentionné une seule fois par les deux intervenants chinois. Jean-Pierre Cabestan est ensuite revenu sur les trois piliers qui forment la relation bilatérale. Le premier est le pilier politique et stratégique. On assiste à une multiplication des dialogues sur tous les sujets, cependant une question se pose alors : comment passer d'une série de dialogues à une coopération concrète, la coopération sur le terrain demeurant limitée malgré de rares exemples comme le Mali. Selon lui, une meilleure coopération est possible au niveau des entreprises, notamment en Afrique, mais aussi sur la résolution des différends maritimes alors que de nombreux exemples d'arbitrages réussis sont disponibles en Europe et ailleurs. La coopération sur l'Iran mais aussi sur le climat semblent insuffisantes. Le deuxième pilier est économique : celui-ci est d'importance primordiale car les questions commerciales sont négociées au niveau européen. Parmi les bonnes nouvelles figure la réduction relative du déficit de l'UE dans ses échanges avec la Chine, passant de 170 milliards d'euros en 2010 à 138 milliards d'euros en 2014. Cependant, la question de la protection de la propriété intellectuelle demeure l'un des sujets les plus difficiles à gérer. Enfin, le troisième pilier concerne les contacts et échanges sociétaux : alors que le tourisme ne cesse de croître entre l'Europe et la Chine, ces relations ne sont pas assez approfondies. Un plan ambitieux vise à faire porter les échanges

universitaires à 300 000 étudiants par an à l'horizon en 2020, mais nous en sommes encore loin (130 000 aujourd'hui). Enfin, si l'Europe s'inspire de plus en plus des idées et concepts chinois comme l'a souligné par les intervenants chinois, les transferts d'idées se font dans les deux sens.

Jean-Luc Racine a insisté sur le fait que la coopération avec la Chine ne doit pas uniquement concerner le volet économique et a notamment cité Donald Tusk selon lequel « nous partageons des intérêts stratégiques avec la Chine ». Il convient donc d'aller bien plus loin que le dialogue. Les récents événements dans la périphérie de l'Europe posent également la question de ce qu'est l'UE alors que dans le cas de l'Ukraine, la Chine n'a pas condamné Moscou mais a toutefois été mal à l'aise à cause de la question du séparatisme. Se pose notamment pour l'Europe la question de l'approfondissement des relations entre Moscou et Pékin. Dimitri Trenin de la Carnegie Endowment de Moscou considère que la Russie a désormais modifié sa politique qui cherchait à rejoindre l'Occident et a décidé de jouer la carte de l'Eurasie, notamment en renforçant sa coopération avec Pékin. Il faut aussi s'interroger sur les nouvelles responsabilités qu'implique la montée en puissance de la Chine sur le plan des normes, de l'engagement international et de la sécurité. Sur ce dernier point, la cas afghan mérite attention. Alors que des représentants des Talibans se sont rendus à Pékin et dans le Xinjiang, on note un accroissement de l'engagement chinois dans les négociations entre les Talibans et gouvernement afghan : de façon significative, une première rencontre entre les parties a récemment eu lieu au Pakistan, avec observateurs chinois et américains.

Au cours de la discussion, Jean-François Di Meglio a posé une question sur la raison du rapprochement de la Chine avec l'Europe dans le contexte actuel de détérioration des relations avec les États-Unis et les autres grandes puissances. La baisse de l'euro fournit à la Chine des opportunités d'investissement. Mais par là, la Chine met-elle vraiment en œuvre une véritable vision stratégique de long terme ? Huang Jing a exprimé son désaccord avec Jean-Pierre Cabestan en considérant que depuis deux ans, il y a eu un accroissement significatif des initiatives entre l'Europe et la Chine et que cela n'est en rien de vaines conversations. Nicolas Régaud a souligné qu'il était important d'exprimer les différences entre l'Europe et la Chine. La France a opéré un pivot économique mais aussi politique et stratégique vers l'Asie car elle doit tenir compte des nouveaux équilibres mondiaux. Du reste, la France a signé au fil des ans des accords de partenariats stratégiques avec de nombreux pays asiatiques : Inde, Singapour, Malaisie, Vietnam, Japon. Lorsque les tensions s'accroissent entre ces pays et la Chine, cela a un impact sur la relation bilatérale. Ensuite, l'UE est basée sur la loi et les normes ce qui fait de l'UE une puissance atypique. De plus, l'UE peut servir de porte-voix aux préoccupations des États membres : cela a été le cas en novembre 2013, à la suite à l'annonce de la création d'une zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) par la Chine ou avec la déclaration sur la sécurité maritime à la suite du dernier G7 des ministres des affaires étrangères en Allemagne.

Feng Zhongping est revenu sur l'ensemble de ces questions. Selon lui, la Chine souhaite une vraie coopération avec l'Europe, mais les institutions de Bruxelles ne sont pas assez puissantes ; de plus la France et les autres États membres ne laisseront pas Bruxelles décider à leur place. Il y aurait donc pour Pékin une division du travail entre Bruxelles et les États membres. De plus, lorsque le Président Xi parle de l'Europe, il évoque une coopération entre deux mondes, et ne se limite pas à l'UE ou à l'eurozone. La Chine n'a ensuite aucun intérêt à remettre en cause l'ordre international au sein duquel elle s'est développée. Balayant les critiques, il estime également qu'il est complètement erroné de comparer la mer de Chine méridionale avec la Crimée. La Chine ne prendra jamais de mesures militaires pour résoudre ces différends mais il comprend l'inquiétude vis-à-vis de la Chine du fait de sa montée en puissance. La mer de Chine méridionale est présentée comme un cas unique alors qu'il n'y aurait pas d'autre cas d'affirmation de puissance chinoise. La Chine à ses yeux cherche une solution pacifique à ces différends territoriaux ; plus qu'agresseur, elle est victime dans cette affaire. Un argument contesté par Jean-Pierre Cabestan selon qui la Chine est une bien puissante victime. En outre, Pékin a développé sa propre interprétation des normes et c'est la raison principale des désaccords et tensions actuels. Si elle n'utilise pas de moyens militaires en mer de Chine méridionale, elle a recours aux garde-côtes, à des moyens paramilitaires. Enfin, l'OTAN plus que l'UE pourrait apparaître comme un partenaire pour les questions de sécurité.



## ***Panel 2 : l'Europe et la Chine face au terrorisme international***

Frédéric Grare a critiqué l'idée que le terrorisme venait toujours de l'étranger et était importé. À l'inverse, chaque pays produit son propre extrémisme ; mais comment expliquer un tel accroissement des attentats terroristes ? La situation ne serait pas sans précédent. Ces trente dernières années, le problème du terrorisme international n'a jamais été résolu. Il s'est progressivement déplacé de l'Afghanistan à la Tchétchénie avec les mêmes groupes puis en Bosnie, en Tchétchénie, en Afghanistan, au Yémen, en Somalie, etc. À chaque fois le problème ne disparaît pas mais se déplace. Les liens ne sont pas tant idéologiques qu'opérationnels. Le problème vient surtout de problèmes politiques intérieurs qui ne sont qu'exacerbés par les interventions étrangères. En Afghanistan, on dit que l'intervention de l'URSS est la cause de la montée du terrorisme mais c'est l'inverse : Moscou est intervenu aussi à cause de la montée de l'insécurité et du terrorisme dans ce pays. Dans le cas du Pakistan, les États-Unis ont créé des « proxys » afin d'atteindre leurs objectifs diplomatiques tandis que le Pakistan avait lui aussi ses proxys au service de son propre agenda régional. En condamnant le terrorisme, les États-Unis condamnent donc leur propre politique. Selon lui, nous n'avons pas de réels moyens de changer la situation, nous pouvons résorber le problème mais pas le résoudre. Coopérer signifie coopérer avec des

partenaires responsables du problème. Cependant, cela pose des questions : comment coopérer avec l'armée pakistanaise qui continue d'utiliser ses propres proxys, leur fournir de l'aide alors qu'ils aident parfois les insurgés que l'on combat. Enfin, le terrorisme international demeure un problème fluide. Tous les ingrédients sont réunis aujourd'hui pour que, quoi qu'il arrive politiquement dans le Moyen Orient, le terrorisme s'y répandra.

Li Wei considère Daesh comme un Etat terroriste, recrutant notamment des étrangers qui retourneront chez eux et poseront des problèmes, tant à l'Europe qu'à la Chine. De plus, Al Qaeda tente de revenir sur le devant de la scène, notamment en Afghanistan en profitant du départ des Américains. Le terrorisme constitue une menace croissante notamment contre les intérêts chinois à l'étranger, et du fait de l'existence de liens entre l'ETIM (East Turkestan Islamic Movement) et le terrorisme international. Enfin, la coopération bilatérale devrait se concentrer sur trois points : comment empêcher des ressortissants de se rendre combattre au Moyen-Orient, comment stabiliser l'Afghanistan, et comment coopérer dans le contreterrorisme en Afrique. Selon lui, la Chine peut apprendre de l'UE à ce sujet.

Myriam Benraad a insisté sur le problème majeur qu'est la non-compréhension du terrorisme tel qu'il est généralement abordé. Daesh n'est pas seulement un mouvement djihadiste, et n'est pas un mouvement temporaire. Il se présente comme un mouvement de vrais révolutionnaires, d'anti-impérialistes et d'anticapitalistes ; ce mouvement vise donc également la Russie et la Chine. Ainsi, Daesh n'est que l'aboutissement d'une longue tradition. Les combattants étrangers de Daesh ont la même mentalité empreinte d'humiliation et de ressentiment contre leur société. Selon les théoriciens de Daesh, la première guerre d'Irak a entraîné la formation d'un nouvel ordre régional. Les interventions étrangères au Moyen-Orient sont perçues comme une ingérence et feraient référence à la colonisation, à la continuation d'une tradition d'oppression. Nous ne pouvons pas revenir à ce qui était avant, le penser est dangereux et illusoire, et il importe que les décideurs politiques le comprennent.

Marc Julienne a souligné que la Chine était toujours en train de formuler sa définition du terrorisme et qu'une loi sur le terrorisme sera votée dans les mois à venir. Alors que la coopération entre la France et la Chine sur le dossier du terrorisme demeure inexistante, une coopération bilatérale pourrait être envisagée. Jean-Luc Racine souligne pour sa part les origines de la discorde décisive entre al Qaeda et Daesh. Contre Li Wei, il ne pense pas qu'al Qaeda soit de retour : l'organisation est plutôt affaiblie par la dynamique de Daesh, et l'annonce de la création d'al Qaeda dans le sous-continent (indien) n'est qu'une incertaine réponse en partie rhétorique à la montée de Daesh, auquel se rallient désormais les plus radicaux des Talibans pakistanais ou afghans. Dans la région, la position chinoise est ambiguë, en raison du soutien public sans faille qu'elle apporte au Pakistan : elle a ainsi bloqué à l'ONU une proposition indienne condamnant la libération par la justice pakistanaise de Zakhri ur Rehman Lakhvi, que New Delhi tient pour maître d'œuvre des attentats de Mumbai en 2008...


Selon Frédéric Grare, la question n'est pas de savoir si la Chine a besoin de la stabilité mais de savoir ce que la Chine peut faire concrètement. Il apparaît de plus en désaccord avec Myriam Benraad sur l'idéologie comme motivation principale des combattants étrangers de Daesh. Le terrorisme serait avant tout un outil pour atteindre des objectifs politiques. Enfin, selon Li Wei, ce sont surtout les Américains qui pourraient contrer Daesh, sans qu'il détaille toutefois son argumentaire.



### ***Panel 3 : Le Moyen-Orient sous la menace de Daesh***

Dans cette session, Ye Qing a présenté Daesh non comme un accident mais comme l'expression des problèmes de la région, d'une crise non seulement politico-économique mais aussi identitaire du fait notamment de l'effondrement de l'Etat nation ou d'une construction étatique inachevée. Selon lui, la religiosité se développe car l'Etat est incapable d'assurer les besoins primaires de la population ; et c'est la crise de la culture qui est la source de l'extrémisme. Dans ce contexte d'incertitudes et d'instabilité croissantes, la Chine doit être plus active sans qu'une intervention militaire soit envisageable. Les pays de la région se tournent d'ailleurs vers la Chine pour son aide économique. Dès lors, l'OBOR pourrait aider à stabiliser la région en accroissant les échanges économiques et culturels : il est important pour la Chine de ne pas se concentrer uniquement sur l'économie mais aussi la culture en multipliant le nombre d'instituts culturels chinois mais aussi de think tanks sur place.

Myriam Benraad a présenté l'année 2014 comme une année charnière pour Daesh, en raison de ses avancées sur le terrain. Cette année là, la prise de Fallouja a été très peu médiatisée alors que la ville a été son berceau et reste le cœur des salafistes. Mais pour comprendre ce qui se passe, il faut remonter à la controverse entre la direction d'Al-Qaeda et son affilié Abou Moussad al Zarqawi, leader d'al Qaeda en Irak et précurseur de Daesh, et à la publication en 2004 du manifeste « Le management de la sauvagerie » qui est le document clé du mouvement (explication historique, référence aux leaders historiques, etc.). Ce manifeste tente de tirer les leçons des échecs d'Al Qaeda en Bosnie, en Afghanistan, etc. Selon le manifeste, l'ordre qui a été créé depuis les accords Sykes-Picot et la chute du Califat en 1924 est la cause de la sauvagerie. Les Etats sécuritaires créés ont obéi aux anciens dominants. Le document mentionne l'importance du pouvoir des masses, évoque « l'illusion du pouvoir » des grandes puissances, et théorise le recours à une médiatisation forte pour contrer les offensives occidentales qui passe notamment par la mobilisation de l'accumulation du ressentiment contre les valeurs occidentales.



#### **Panel 4 : OBOR, innovation ou répétition de l'histoire ?**

Huang Jing présente l'OBOR comme un projet lancé par le Président Xi Jinping. Ce projet a rencontré une opposition initiale de l'administration et de certains universitaires. L'Europe n'aurait pas été un des objectifs initiaux de l'OBOR mais un consensus a ensuite émergé et considéré l'Europe comme l'autre extrémité de l'OBOR. La participation sino-européenne à l'OBOR est un moyen d'accroître la coopération entre les deux entités et permet à l'Europe de repartir après la crise. Huang Jing a particulièrement insisté sur le fait que l'OBOR était plus un projet sur le très long terme, un concept fluide qu'il convient de définir progressivement qu'une véritable stratégie. Ainsi, il a été demandé aux think tanks de participer à la conception du projet, de donner des idées pratiques et concrètes notamment afin d'accroître la coopération transnationale. Deux axes sont notamment la coopération au niveau des entreprises pour assurer la sécurité énergétique et la coopération avec l'Europe du Sud.

Jean-François Di Meglio a rappelé qu'un concept similaire avait été présenté dès 2012 par Wang Jisi. L'OBOR représente potentiellement 70% de la population mondiale, 75% des réserves énergétiques, et aurait une durée de 35 ans. Les projets sont très diversifiés et ciblent principalement le transport de personnes et de biens. Si la Chine refuse de parler de Plan Marshall, l'OBOR y rassemble à la seule différence du volet militaire, présent dans le plan américain, inexistant dans le projet chinois. Dans l'OBOR, l'accent a été placé sur le versant de l'offre et les raisons possibles du succès : rôle des entreprises d'Etat qui se sont réformées et peuvent se projeter à l'étranger; besoin de plus d'intégration (notamment au niveau de l'harmonisation des normes et standards qui permettrait d'accroître la connectivité) ; transfert du commerce international vers l'Asie et enfin planification forte du gouvernement chinois. Cependant, plusieurs risques ont été mentionnés : le fait que l'OBOR soit un concept plus qu'une stratégie coordonnée, le ralentissement du commerce international, le risque d'offre excédentaire, de possibles initiatives concurrentes, etc. Enfin, si de nouvelles règles sont établies par la Chine, il faut qu'elles soient exprimées très clairement. En effet, Washington et Pékin semblent offrir deux visions différentes et concurrentes, la première basée sur l'abaissement des droits de douane et l'harmonisation des normes, la seconde étant un concept vague obéissant à des règles non définies.

Jean-Luc Racine a fait part de sa perplexité vis-à-vis du projet. Le cas de l'Inde permet également de montrer les problèmes auxquels peut être confrontée l'OBOR : si les provinces de l'Inde du Nord-est sont très favorables au projet chinois, la capitale est beaucoup plus réticente. En effet, si la connectivité entre les deux pays s'accroît, tout comme le commerce, le déficit commercial indien se creusera-t-il également ? Dans ce cas, New Delhi pourrait limiter sa participation. Concernant l'importance géopolitique du corridor Chine-Pakistan, le port de Gwadar, financé et géré par les Chinois, n'est guère actif, à cause de l'insécurité au Pakistan. L'annonce de 46 milliards d'investissements durant la visite du Président

Xi à Islamabad doit être relativisée, car la mise en œuvre du projet de corridor, lancé dès 2006, sera difficile, même si la Chine n'a pas attendu ce projet pour améliorer les routes transhimalayennes reliant le Xinjiang au Pakistan, via le nord du Cachemire, revendiqué par l'Inde. A cet égard, pourquoi la Chine ne fait-elle pas pression sur le Pakistan pour accepter une normalisation de la ligne de contrôle divisant le Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, ravivant le projet d'accord négocié secrètement entre le général Musharraf et New Delhi en 2007 ?

Jean-Pierre Cabestan insiste sur le fait que l'OBOR est un cadre quasi-vide que la Chine demande aux autres pays de remplir. Une question se pose également : la façon d'intégrer la Russie à cause des sanctions européennes mais aussi du projet concurrent russe. Feng Zhongping insiste sur le fait qu'il s'agit d'une initiative, d'une proposition, et non d'une stratégie. Selon lui, si certains n'en veulent pas, ce n'est pas grave, la Chine se tournera vers l'Amérique latine. Alors que la connectivité est au cœur du projet, l'objectif n'est pas juste la construction de routes mais aussi l'accroissement de la stabilité sociale et politique de ces pays. Si la Chine refuse le terme de plan Marshall c'est qu'il est jugé responsable de la division de l'Europe. De plus, le projet est profondément pragmatique. Si les entreprises d'Etat chinois y participent c'est qu'elles ont identifié de potentiels profits et pas juste pour complaire au gouvernement. Il est normal qu'il y ait beaucoup d'incompréhensions sur l'OBOR car c'est un projet en cours. La Crimée pourrait ralentir l'intégration de la Russie dans l'OBOR mais pas l'Union eurasiatique car un accord a été signé le 9 mai 2015 afin de coordonner les deux projets. Jean-Pierre Cabestan précise cependant que les difficultés ne proviennent pas tant de l'OBOR et de l'Union eurasiatique que de l'UE et l'Union eurasiatique. Ye Qing précise enfin que l'AlIB n'est pas isolée mais vient en complément d'autres initiatives chinoises comme la New Development Bank, ou le Fond de développement pour les BRICS.



#### **Conclusion**

Justin Vaisse insiste sur la coopération franco-chinoise vis-à-vis de pays tiers, un projet abordé lors de la visite du Premier ministre Valls en Chine en janvier 2015 et repris par le Premier ministre Li Keqiang lors de sa visite à Paris en juin. Alors que la France et la Chine ont une présence et des investissements importants en Afrique et que l'Europe regarde à l'Est, une coopération bilatérale renforcée est nécessaire. Le projet ne vise pas seulement le volet commercial (Bolloré coopérant déjà avec une dizaine d'entreprises chinoises) mais également le volet sécuritaire et le volet développement. L'objectif serait de combiner les images positives des deux pays tout en maintenant les exigences et l'engagement de la France en matière de normes.

Justin Vaisse s'est aussi interrogé sur l'ampleur et les conséquences possibles des soubresauts boursiers observés récemment en Chine.

Feng Zhongping a conclu en soulignant le biais des chercheurs qui tentent toujours de faire des références et parallèles historiques, notamment avec la guerre froide et



le plan Marshall. Selon lui, le Président Xi ne s'y intéresse pas, il cherche juste à améliorer les relations de la Chine avec les pays tiers, sans se demander si un précédent existe. Jean-Pierre Cabestan quant à lui a rappelé la dialectique de coopération et compétition entre la Chine et ses partenaires. L'OBOR pourrait redessiner les normes internationales et il convient de suivre avec attention son développement.

